

Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12 n° 10, 20 juin 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Que faire face à la volatilité des prix ?.....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	3
L'ADPIC face à un problème de santé publique 3	
Le coton revient au devant de la scène : possibilité d'une plainte des pays africains.....	4
SUR LE FIL.....	5
Les échanges commerciaux s'accroissent dans les grandes économies	5
Oxfam a lancé la campagne « cultivons » pour lutter contre la faim.....	6
NOUVELLES REGIONALES	7
Les institutions internationales plaident pour une diversification des partenaires en Afrique	7
EVÉNEMENTS.....	7
PUBLICATIONS	8

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO

Equipe éditoriale d'ICTSD : Clement Bonnerot

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Que faire face à la volatilité des prix ?

Un rapport inter-organisations intitulé : « La volatilité des prix et les marchés agricoles : réponses politiques » conjointement élaboré par l'OMC et de nombreuses autres institutions dont la FAO, le FIDA, le FMI, l'OCDE, la CNUCED, le PAM, la Banque mondiale, l'OMC, l'IFPRI et l'équipe spéciale de haut niveau de l'ONU a été publié le 10 juin dernier. Ce rapport propose "des options pour mieux atténuer et gérer les risques associés à la volatilité des prix des produits alimentaires et d'autres produits agricoles de base, sans fausser le comportement des marchés, le but final étant de protéger les plus vulnérables".

La volatilité des prix est considérée comme les fluctuations larges et imprévisibles des prix, en l'espèce des prix des matières premières. Ce phénomène a des effets négatifs non seulement sur le bon fonctionnement des marchés agricoles, mais aussi et surtout sur la sécurité alimentaire des consommateurs. Les populations de certains pays pauvres d'Afrique subsaharienne sont parmi les plus touchées par ces flambées des prix. Dans les autres pays en voie de développement, plus particulièrement en Asie, les ménages souffrent également de la montée du prix du riz, dont les cours mondiaux ont triplé depuis 2007.

Conscient de ces effets le G20 avait, lors de son sommet de novembre 2010 à Séoul, demandé aux institutions citées ci-dessus de travailler avec les parties intéressées pour trouver des solutions face à la volatilité des prix.

Ainsi, ces organisations ont dans leur rapport proposé 10 axes :

- ✓ Renforcer la productivité et la durabilité de la chaîne agricole et alimentaire à travers le monde ;
- ✓ Bâtir un système d'information sur les marchés agricoles ;
- ✓ Améliorer l'information et la transparence sur les marchés à terme ;
- ✓ Réduire les obstacles aux échanges (protections aux frontières, subventions à l'exportation) tout en maintenant des dispositifs de protection dans les pays les plus vulnérables ;
- ✓ Permettre un fonctionnement harmonieux de l'aide alimentaire ;
- ✓ Ouvrir les marchés internationaux de telle sorte que les biocarburants soient produits là où c'est faisable du point de vue économique, social et environnemental ;
- ✓ Le G20 soutient le Programme alimentaire mondial en vue du déploiement, d'ici à la fin de 2011, de stocks alimentaires d'urgence stratégiquement positionnés ;
- ✓ Le G20 encourage la mise en place de filets de sécurité dans les pays en développement quand la situation alimentaire l'exige ;
- ✓ Le G20 encourage la mise à disposition d'un plus grand ensemble de services permettant de faire face aux aléas des marchés ;

- ✓ Le G20 appelle à une plus grande coordination des politiques internationales.

Il est donc clair que l'OMC devrait être renforcée tandis que les politiques gouvernementales devraient être plus prévisibles et permettre un plus grand rôle du secteur privé.

Les « solutions » du G20 contestées

Beaucoup d'organisations de la société civile contestent cette démarche et accusent le G20, comme d'ailleurs d'autres groupes, de manquer de volonté politique pour changer la donne. Certaines d'entre elles, comme OXFAM, invitent ces pays membres du G 20 "à agir maintenant pour réparer le système alimentaire qui est détraqué".

Toujours selon les responsables d'OXFAM, ces pays doivent " intervenir pour réguler le marché des matières premières et réformer les politiques défectueuses des biocarburants [qui accaparent des terres agricoles]. Ils doivent investir auprès des petits producteurs dans les pays en développement et les aider à s'adapter au changement climatique".

Une autre voie non moins importante de la société civile dénie toute légitimité au G20 de parler de cette question. Il s'agit du mouvement paysan international "La Via Campesina" qui, dans un communiqué paru le 16 juin 2011, condamne les tentatives répétées de la part des gouvernements des pays les plus riches de s'accaparer et de contrôler les politiques alimentaires, affectant non seulement les paysans et les paysannes mais également tous les êtres humains ».

Dans le même ordre d'idée, le mouvement paysan estime que « le G20 n'a aucune autorité pour dicter ses politiques au reste du monde » d'autant plus qu'« il est non seulement illégitime, mais il est aussi incompétent ».

La libéralisation du commerce, la dérégulation des marchés, la spéculation et la promotion des agro-carburants constituent pour la Via Campesina les véritables causes de cette flambée des prix.

Pour plus de régulation

Pour beaucoup de gouvernements, d'observateurs et d'experts, le problème majeur de la crise alimentaire résulte d'une insuffisance de régulation.

Le Directeur de l'OMC plaide depuis plusieurs années pour plus de confiance à l'égard de son organisation en charge d'organiser et de réguler les échanges commerciaux entre les marchés agricoles. Dernièrement, il a été rejoint par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le président français [Nicolas Sarkozy](#) qui ont tous plaidé pour une [régulation](#) plus étroite des marchés des matières premières. Ce dernier a laissé entendre que "le mot régulation n'est pas tabou" et a ensuite affirmé que l' "une des principales menaces qui pèse aujourd'hui sur la croissance, c'est la hausse des prix des matières premières" qui peut "accroître les déséquilibres mondiaux" et "maintenir dans la pauvreté des millions d'hommes et de femmes".

Mais le problème s'est posé depuis longtemps et avec acuité depuis 2008, sans que des solutions ne soient trouvées.

Synthèse ENDA

Sources : Publication d'un rapport sur les moyens de mieux maîtriser la volatilité des prix des produits alimentaires

http://wto.org/french/news_f/news11_f/igo_10_jun11_f.htm

[G20 Agriculture: Non à "l'accaparement alimentaire" par les pays les plus riches du monde !](#)

http://www.viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=606:g20-

NOUVELLES DE L'OMC

L'ADPIC entre le commerce et les impératifs de santé publique : les emballages de cigarettes au centre des débats

La question de la santé publique a été au cœur des discussions de la dernière réunion du conseil ADPIC de l'OMC qui s'est tenue le 7 juin 2011.

L'objet de cette discussion était le projet de loi australien exigeant que les cigarettes soient vendues dans des emballages neutres sans logos ou marques. Le gouvernement australien justifie cette proposition de loi par le fait que les emballages colorés contribuent à attirer les consommateurs et donc les encouragent à acheter des cigarettes.

Une telle proposition est considérée comme étant une violation de l'accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle (ADPIC) et la Convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle. Certains pays comme la République Dominicaine s'opposent à une telle disposition parce qu'elle nuirait aux producteurs de tabac dans les petites économies vulnérables. Au lieu de décourager les fumeurs, cette proposition du gouvernement australien participerait à faire baisser le prix des cigarettes, qui serait entraînée par la réduction des coûts de production du fait de l'absence d'emballage. Mieux, elle rendrait plus complexe la problématique de la contrefaçon.

Les membres du conseil sont unanimes à reconnaître le droit des pays à protéger la santé publique de leurs populations. L'OMC donne la latitude à tout état membre de prendre des mesures internes (taxes intérieures non discriminatoires) qu'il juge propres à préserver la santé publique.

Le problème de santé publique que soulève le tabac s'illustre par les chiffres produits par l'OMS. En effet, selon cette organisation, le tabac tue actuellement 4,2 millions de personnes chaque année dans le monde. En 2030, ce chiffre devrait atteindre près de 10 millions, dont 70 pour cent environ dans les pays en développement.

Différentes politiques ont été menées par certains états. C'est le cas de l'augmentation du prix du tabac au moyen de droits d'accise ou de droits de douane. Mais de telles mesures sont loin d'être efficaces.

En tout état de cause, comme l'ont défendu certains pays notamment l'Inde, le Brésil et Cuba, un état membre de l'OMC a le droit d'appliquer des politiques de santé publique, sans que cela ne soit un obstacle et une violation de l'ADPIC. Une telle mesure pourrait trouver son fondement dans la Déclaration de Doha de 2001 sur les ADPIC et la santé publique.

Synthèse ENDA

Sources: conseil ADPIC, 7 juin 2011, http://wto.org/french/news_f/news11_f/trip_07_jun11_f.htm

Le coton revient sur le devant de la scène : possibilité d'une plainte des pays africains

Le dossier sur le coton qui est l'un des contentieux les plus en vue dans le cadre du commerce international refait surface. Au cours d'une conférence publique organisée par 2ACD et ENDA SYSPRO, à Dakar le 8 juin 2011, le débat sur la nécessité et la pertinence d'une plainte des pays africains devant l'organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC a été soulevé.

Les pays africains qui subissent le plus grand préjudice aussi bien dans les pratiques anticoncurrentielles que dans le traitement du dossier à l'OMC sont aujourd'hui partagés entre le choix de porter l'affaire devant l'organe de règlement des différends ou de continuer à négocier avec les autres membres pour trouver une solution à l'amiable. Depuis 2003, cette question du coton est inscrite dans l'agenda de Doha, mais les problèmes que les pays du C 4 soulevaient en Avril 2003 sont toujours aussi présents. Les subventions américaines et européennes qui s'élèvent respectivement en moyenne à 3 milliards de dollars par an et autour de 900 millions d'euros, permettent à leurs exportateurs de casser les prix et donc de fausser le libre jeu de la concurrence. C'est pourquoi l'OMC, dans l'Accord sur l'agriculture, interdit toutes les mesures de soutien qui ont des effets de distorsion sur la production et les échanges.

Mais les pays mis au banc des accusés continuent de violer ces règles. Les discussions au niveau de l'OMC n'avancent guère et pourtant les membres s'étaient engagés à traiter la question « de façon ambitieuse, rapide et spécifique ».

L'accord entre le Brésil et les Etats-Unis exclut les pays africains des bénéfices collatéraux pour ceux-ci.

Le Brésil avait porté plainte devant l'ORD contre les Etats-Unis et avait gagné le procès. Mais comme le permet l'OMC, les deux parties pouvaient trouver un arrangement strictement privé. Ce dernier n'a pas mis fin aux pratiques incriminées, ce qui n'arrange pas les intérêts des pays africains. Cet accord entre le Brésil et les Etats-Unis maintient en l'état les subventions américaines, même si celles-ci doivent être à terme supprimées. En effet, l'ORD a invité dans son verdict les Etats-Unis à se conformer aux règles du commerce mondial.

Le préjudice se poursuit donc, et même si les cours du coton ont connu une hausse, il n'en reste pas moins que les difficultés auxquelles font face les cotonculteurs africains persistent. Selon la Banque Mondiale, ce préjudice, subi par les pays africains du fait des subventions agricoles américaines, dépasse les avantages que ces pays pourraient tirer de l'AGOA, la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique, qui accorde un accès préférentiel aux produits africains sur le marché américain.

Faut-il aller vers une phase contentieuse ?

Dr Elh Diouf, spécialiste du droit de l'OMC et directeur de l'organisation 2 ACD au cours de cette conférence sur la question à Dakar a soulevé et défendu la nécessité d'une plainte des pays du C 4 soutenue par d'autres devant l'organe de règlement des Différends. Cette initiative pourrait être, selon lui, l'ultime option pour le coton africain.

Et pour cause, non seulement toutes les autres options et stratégies n'ont pas abouti aux résultats escomptés, mais le momentum apparaît favorable, les modalités fonctionnelles et le gain assuré.

Cette position n'est pas partagée par certains acteurs et experts qui s'intéressent à la question pour la bonne et simple raison qu'à supposer que la plainte aboutisse et qu'une décision de l'ORD leur donne gain de cause, les pays africains ont-ils les moyens de la mise en œuvre ? Que peuvent-ils faire à partir de ce moment ?

Cotton Day à Dakar

Comme on le rappelé plus haut, l'Agence Africaine pour le Commerce et le Développement (2ACD) et ENDA SYSPRO ont organisé une conférence de restitution du numéro spécial de Glocal sur le Coton produit par 2ACD. Cette conférence avait pour objet de susciter un débat sur « les leçons du passé et les stratégies pour le futur afin de sortir le coton africain de la crise ».

Dénommée **Dakar Cotton Day**, cette rencontre réuni beaucoup d'acteurs du coton : les

producteurs, les industriels, les officiels, les chercheurs et universitaires entre autres.

Synthèse ENDA

Sources : Glocal, Numéro Spécial sur le coton, <http://www.2acd.org/wp-content/uploads/2011/04/GLOCAL-Special-Coton-FR.pdf>

SUR LE FIL

Les échanges commerciaux s'accroissent dans les grandes économies

Le commerce de marchandises maintient encore sa dynamique de croissance dans les grandes économies, selon les statistiques de l'OCDE publiées récemment. La croissance du commerce de marchandises s'est accélérée au premier trimestre dans les pays du G-7 et des pays du groupe dit BRICS.

Le total des exportations des pays du G-7 (Allemagne ; Canada ; USA ; France ; Italie ; Japon ; Grande Bretagne) et des BRICS (Brésil ; Russie ; Inde ; Chine ; Afrique du Sud) ont cru de 11% au premier trimestre contre 8,2% au trimestre précédent. Quant à leurs exportations, elles sont estimées à 8,5% contre 8,2% au trimestre précédent.

Les exportations chinoises ont atteint un record de 420 milliards de dollars au dernier trimestre de 2010, une hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent. Les importations ont augmenté de 8,4 % durant la même période, diminuant de 18 milliards l'excédent commercial de la Chine.

Cet excédent commercial de la Chine a poursuivi sa chute au premier trimestre 2011 avec une croissance des importations (8,4%) plus rapide que celles des exportations (3,0%).

Dépassant presque de moitié celle des exportations (6,4%), le déficit commercial des Etats-Unis a atteint près de 188 milliards avec une croissance des importations qui s'élève à 11,5%.

Cette situation déficitaire de la balance commerciale a été également notée dans la plupart des autres grandes économies. En effet, la croissance des importations a été plus rapide que celle des exportations notamment pour le G-7 (Allemagne ; Canada ; France et Japon) et les BRICS (Brésil, Inde ; Russie et Afrique du sud). Au Canada par exemple, les exportations ont progressé de 6 %, tandis que les importations ont cru de 3 %, occasionnant du coup le premier excédent commercial du pays depuis le troisième trimestre de 2009. Par ailleurs c'est en Inde, en Russie et en Afrique du Sud que les exportations ont le plus augmenté, le taux de croissance atteignant respectivement 21 %, 19 % et 14 %.

Si dans ces pays les importations croissent vite, tel n'est pas le cas pour l'Italie, le Royaume-Uni, et le Brésil ; dans ces régions les exportations ont progressé plus rapidement que les importations.

L'évolution de la croissance du commerce liée aux tendances du PIB

Les données en volume indiquent que non seulement le produit intérieur brut (PIB) mondial et les exportations mondiales de marchandises évoluent de concert, mais la croissance des exportations est aussi un multiple de la croissance du PIB. Une croissance plus forte du PIB mondial est associée à une croissance encore plus forte du commerce international. Il en va de même pour les tendances à la baisse.

Synthèse ENDA

Sources : statistiques OCDE, tendances premier trimestre,

http://www.oecd.org/document/55/0,3746,fr_21571361_44315115_48106423_1_1_1_1,00.html

Oxfam a lancé la campagne « cultivons » pour lutter contre la faim

Le premier juin 2011, l'ONG internationale Oxfam a lancé une campagne pour lutter contre la faim dans le monde. Cette campagne intitulée « cultivons » vise un changement de comportement dans la façon de produire et de partager la nourriture.

Un système mondial en cause

En plus des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire, « l'accroissement de la faim dans le monde » qui n'est que la pointe de l'iceberg, est un « problème complexe », avait laissé entendre Pierre Véronneau, directeur général d'Oxfam-Québec. Il résulte d'un ensemble de facteurs tels que la compétition pour acheter les terres dans les pays en développement, l'épuisement des ressources naturelles, les impacts des changements climatiques sur les rendements agricoles et le système commercial déséquilibré. Tout cela débouche sur un « système alimentaire chaotique ».

Aliments contre biocarburants

" Nourrir le monde ne veut pas dire seulement produire plus de nourriture. Cela veut dire utiliser les aliments pour remplir des estomacs au lieu des réservoirs de voiture, arrêter la spéculation excessive qui rend le prix des aliments prohibitif et mettre les femmes au cœur des solutions à la crise alimentaire mondiale, " poursuit Pierre Véronneau.

En effet, depuis un certain temps, il y a une compétition intense des multinationales pour une acquisition de grandes terres pour la culture de biocarburants. Les pays en développement sont les zones les plus ciblées. Cela réduit

considérablement les terres destinées aux cultures vivrières et à l'agriculture familiale.

Ce qui est en cause, selon OXFAM c'est donc le « système alimentaire » qui doit être changé radicalement ». Il faut changer et les politiques et les programmes.

Synthèse ENDA

Sources : OXFAM, cultivons ensemble,
<http://www.oxfam.org/fr/cultivons>

NOUVELLES REGIONALES

Vers une diversification des partenaires commerciaux de l'Afrique

Dans la dixième édition des **Perspectives économique en Afrique (PEA)** de 2011, réalisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission des Nations Unies pour l'Afrique (PNUD), ces-dernières ont clairement appuyé une diversification des partenaires économiques de l'Afrique vers les pays émergents. Cet élargissement vers de nouveaux partenaires pourrait être une opportunité pour le continent si les gouvernants africains définissent clairement les priorités de développement, ainsi que des politiques cohérentes et efficaces concernant l'aide ainsi que l'investissement.

Depuis 2000, les pays émergents entretiennent des relations croissantes avec les pays africains.

A titre d'exemple, en 2009, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique devant les Etats-Unis. Les échanges sino-africains ont cru de 23 pour cent à 39 pour cent au cours de la décennie 2000-2010, a souligné le rapport. En 2009, lors du FOCAC IV (Forum On China-Africa Cooperation) à Sharm El Cheikh, en

Egypte, les échanges commerciaux ont été estimés à 102.6 milliards de dollars, soit le double des 55.5 milliards de 2006. En dehors de la Chine, l'Inde a organisé son second Sommet Inde-Afrique à Addis-Abeba en Mai 2011 (le premier s'étant tenu en Avril 2008 à New Delhi). Lors du premier sommet, le commerce entre les deux parties était passé de 7.3 milliards en 2000 à 31 milliards en 2008.

Selon le rapport, alors que les partenaires traditionnels contribuent dans la plus grande proportion à la promotion du commerce, notamment grâce à l'aide publique au développement, les puissances émergentes peuvent fournir une expérience du développement différente et un transfert de technologie additionnel.

Le terme de « **pays émergents** » couvre un nombre élargi de pays, les fers de lance de ce groupe en Afrique restent la Chine, l'Inde et le Brésil.

Synthèse ENDA

Sources : L'Afrique doit diversifier ses partenaires commerciaux

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=25489>

EVÉNEMENTS

OMC

21 juin, Comité du commerce des services financiers

22 juin, Réunion informelle - Comité des négociations commerciales

23 juin, Atelier sur l'aide pour le commerce et l'agriculture

23 juin, Comité de l'agriculture

24 juin, conseil du commerce des services

27 juin, comité du commerce et de l'environnement

28 29 juin, comité des accords commerciaux régionaux

Hors OMC

24 25 juin, Cap, Afrique du Sud, Forum de partenariat des Fonds d'investissement climatiques (FIC), site web : <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article>

22-23 juin 2011, Paris, G 20 Agriculture, <http://agriculture.gouv.fr/Note-aux-redactions-G20-Agricole>

27-28 juin 2011 Agence française de Développement (AFD) et VEOLIA environnement Conférence Internationale (placée dans l'agenda politique international : G8, G20 et Rio+20 Paris (Maison de la Chimie), <http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PORTAILS/PUBLICATIONS>

PUBLICATIONS

CNUCED : De Bruxelles à Istanbul

Principaux défis au développement des pays les moins avancés, http://www.unctad.org/fr/docs/aldc2011d1_fr.pdf

OCDE, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020, Éditions OCDE, date de parution: 17 juin 2011, <http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?SF1=identifiers&ST1=5KGJ1RVJRXWC&CID=&LANG=fr>

OMC, The Design of Preferential Trade Agreements: A New Dataset in the Making, juin 2011, http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/ersd201101110_f.htm

OCDE: African Economic Outlook 2011 Africa and its Emerging Partners, 16 juin 2011